M. F. J. Bigg (Pembina): Monsieur l'Orateur, pour être logique je me dois d'appuyer aussi cet amendement. L'art d'être bon parlementaire consiste à pouvoir accepter des compromis. Je trouve réconfortant d'entendre un libéral endosser une idée qui ressemble au concept du libre-échange. La dernière fois qu'on a appuyé le libre-échange, si je m'en souviens bien, c'était à l'occasion du budget Dunning il y a de cela à peu près deux générations. Je crois que n'importe quel député ici à la Chambre qui préconise le libre-échange trouvera facilement un appui dans l'Ouest du pays. L'Ouest n'a progressé que deux fois. La première fois, c'était sous un gouvernement libéral dirigé par sir Wilfrid Laurier au moment des discussions avec les États-Unis au sujet de la réciprocité; par la suite, l'Ouest du Canada a progressé sporadiquement lorsqu'il recherchait le libre-échange sur les marchés mondiaux.

J'aimerais voir le libre-échange gagner du terrain car j'ai pu constater ce qu'il pouvait rapporter. La société Camsell vient tout juste de juger qu'il lui fallait congédier de 325 à 350 soutiens de famille dans ma circonscription. Elle n'a toutefois pas fermé la partie de ses usines où elle fabrique des textiles. Nous devrions nous pencher davantage sur ce cas. Un tiers de l'usine s'occupe de produire des textiles à base de produits pétrochimiques et de fibres synthétiques. Si nous ne pouvons livrer de concurrence dans des secteurs comme la production de la lingerie dite irlandaise qui est faite en Chine rouge, nous pourrions peut-être nous concentrer sur la confection de tissus pour lesquels nous avons l'avantage, ceux à base de produits pétrochimiques bon marché. Je songe ici également aux produits forestiers et aux connaissances techniques. C'est là qu'un gouvernement dynamique d'un pays progressiste comme le nôtre pourrait aller de l'avant et c'est là que nous pourrions réaliser la rationalisation que le ministre a disertement fait valoir en présentant ce projet de loi. J'appuie le libre-échange et je n'hésite pas à appuyer tout groupement canadien qui fait sien le principe du libre-échange. Le libre-échange et la libre entreprise sont, selon moi, la pierre angulaire de la liberté dans le monde.

M. l'Orateur suppléant (M. Richard): Plaît-il à la Chambre de se prononcer?

Des voix: Le vote.

M. l'Orateur suppléant (M. Richard): Le vote porte sur la motion n° 5 du député de Coast Chilcotin (M. St. Pierre). Plaît-il à la Chambre d'adopter ladite motion?

Des voix: Oui.

D'autres voix: Non.

M. l'Orateur suppléant (M. Richard): Que tous ceux qui sont pour veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

M. l'Orateur suppléant (M. Richard): Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

[M. Burton.]

M. l'Orateur suppléant (M. Richard): A mon avis, les non l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés:

M. Bell: Monsieur l'Orateur, permettez-moi de dire quelques mots au sujet du prochain groupe de votes différés. Un échange de vues a eu lieu à cet égard et il me semble que les députés sont d'accord pour faire adopter un ordre de la Chambre afin que ces votes soient différés jusqu'à demain, au moment où nous aborderons le premier article à l'ordre du jour. Cela arrangerait les membres d'un comité siégeant aujourd'hui à Ottawa et qui pourraient être présents à la Chambre demain.

M. Francis: Nous confirmons cela, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur suppléant (M. Richard): A l'ordre, s'il vous plaît. En ce cas, l'étude de l'ordre n° 50 inscrit au nom du gouvernement est remis jusqu'à la séance de demain et, conformément à l'article 75 (11) du Règlement, les votes différés auront lieu aussitôt que la Chambre abordera l'étude des ordres inscrits au nom du gouvernement. Les députés sont-ils d'accord?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): D'accord.

M. St. Pierre: Monsieur l'Orateur, j'espère qu'il est entendu qu'il y aura un vote sur la motion que nous venons d'examiner.

M. l'Orateur suppléant (M. Richard): Oui. A propos de la demande du député de Coast Chilcotin (M. St. Pierre), puis-je dire que le vote sur la motion n° 5 inscrite en son nom est différé jusqu'à demain, alors que la Chambre se prononcera sur les autres motions.

M. McCleave: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Puis-je demander si j'ai raison de penser que les travaux de ce soir seront, d'abord, le bill concernant l'organisation du gouvernement, suivi du bill concernant les jeunes délinquants. Est-ce exact?

L'hon. M. Turner: C'est exact, monsieur l'Orateur.

MOTION D'AJOURNEMENT

QUESTIONS À DÉBATTRE

M. l'Orateur suppléant (M. Richard): A l'ordre. En conformité de l'article 40 du Règlement, je dois informer la Chambre des questions qui seront soulevées ce soir au moment de l'ajournement: l'honorable représentante de Vancouver-Kingsway (M^{me} MacInnis)—La citoyenneté—Les accusations portées contre le ministère par Alex Bandy; le député de Halifax-East Hants (M. McCleave)—La réorganisation du gouvernement—La création de départements d'État; le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom)—Les finances—Les prêts aux étudiants—Les modalités de remboursement.

Comme il est 5 heures, la Chambre passe aux initiatives parlementaires inscrites au *Feuilleton* d'aujourd'hui, savoir les avis de motion.